

Zeitschrift:	Bildungsforschung und Bildungspraxis : schweizerische Zeitschrift für Erziehungswissenschaft = Éducation et recherche : revue suisse des sciences de l'éducation = Educazione e ricerca : rivista svizzera di scienze dell'educazione
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Bildungsforschung
Band:	10 (1988)
Heft:	1
Artikel:	L'Institut Rousseau au temps des passions
Autor:	Vidal, Fernando
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-786313

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Institut Rousseau au temps des passions⁽¹⁾

Fernando VIDAL

Un principe de pédagogie que devraient surtout avoir devant les yeux les hommes qui font les plans d'éducation, c'est qu'on ne doit pas élever les enfants d'après l'état présent de l'espèce humaine, mais d'après un état meilleur, possible dans l'avenir, c'est-à-dire d'après l'idée de l'humanité et de son entière destination.

Kant, Traité de pédagogie

Fondé en 1912 par Edouard Claparède, l'Institut Jean-Jacques Rousseau de Genève acquiert rapidement une réputation mondiale comme centre de recherches pédagogiques et psychologiques. Après la guerre de 14-18, il incarne "l'esprit de Genève", se proposant de promouvoir la paix et la compréhension internationale par l'éducation nouvelle. Au cours des années 20, il est rattaché à l'Université de Genève et devient dans une grande mesure dépendant de l'aide de l'Etat. A la même époque, son internationalisme, son pacifisme et, en général, son "rousseauïsme" libéral et militant suscitent la méfiance d'une certaine bourgeoisie qui voit dans ces doctrines une menace bolchévique et subversive. La tragique confrontation entre la gauche et le fascisme de novembre 1932 exacerbe les soupçons conservateurs à l'égard de l'Institut. En 1933, une commission universitaire destinée à examiner sa situation propose de le réorganiser de façon à le faire entrer dans une voie strictement académique excluant toute expression de militantisme. C'est à partir de cette "neutralisation" que commence à changer la nature du rayonnement intellectuel de Genève dans le domaine de la psychologie, et que l'Institut Rousseau cesse définitivement d'exister en tant que tel.

Une histoire de l'Institut Jean-Jacques Rousseau doit s'occuper non seulement de sa place dans l'histoire des idées, des institutions et des mentalités, mais aussi des biographies de ses acteurs, de la composition du corps enseignant et étudiant, des vicissitudes de son financement, de ses rapports avec l'état et le système scolaire, de son impact sur les personnes et les institutions. Le but de cet article est d'esquisser un problème qui pourrait servir de fil conducteur à une histoire de l'Institut Rousseau : celui de son appartenance au début du "temps des passions" politiques et sociales vécu par Genève dans les années 1930 (Torracinta, 1978).

Dans le cas de l'Institut, un tel problème peut être situé dans la perspective d'une histoire sociale des questions fondamentales. Quel est le but de l'éducation ? Comment faut-il enseigner ? Quel doit être le contenu de l'enseignement ? Et qui est son destinataire ? Les réponses à ces questions impliquent toujours la représentation d'un "état meilleur" de l'espèce humaine. C'est pourquoi le principe énoncé par Kant est pertinent pour tout projet pédagogique, même le plus "réaliste". Une certaine "idée de l'humanité et de son entière destination" constitue le moteur caché du cycle interminable des réformes scolaires, du va-et-vient entre ce que l'on imagine être la sévérité et l'indulgence, la vie pour l'école et l'école pour la vie.

La démarche réciproque consisterait à examiner la place des convictions pédagogiques dans le discours politique d'une époque. Cet article y apporte aussi quelques éléments, en montrant que les ennemis de l'Institut Rousseau possédaient eux aussi leurs rêves d'éducation. Mais l'accent sera mis sur l'histoire de l'institution. Dans la mesure où un idéal pédagogique comporte un idéal de société, les enjeux des discours et des pratiques qu'il produit sont essentiellement politiques. L'histoire de l'Institut Rousseau illustre ceci de façon exemplaire. En effet, au cours des années 1920, le "libéralisme" de l'Institut devient l'objet de critiques : au début des années 30, la pression de groupes "conservateurs" aboutit à une réforme lui faisant perdre les caractéristiques sur lesquelles se fondait sa réputation internationale dans le monde de la pédagogie.

Histoire d'un nom

Il est habituel de parler de "l'Institut Jean-Jacques Rousseau" sans trop se soucier de l'applicabilité de ce nom. Or, l'histoire du nom est symptomatique de celle de toute l'institution. A l'origine, l'Institut

Rousseau se définit comme un "institut des sciences de l'éducation" ou "de hautes études pédagogiques". C'est ainsi que son fondateur Edouard Claparède le caractérise dans un article (1912) dont l'épigraphhe est une phrase de Rousseau : "Commencez donc par étudier vos élèves, car très assurément vous ne les connaissez point". Le nom de Rousseau était censé symboliser une conviction et un programme. Claparède considère que l'école échoue parce que les éducateurs ignorent l'enfance. Or, dit-il, la psychologie peut fournir à la pédagogie une base véritablement scientifique. Il faut donc centrer l'éducation sur l'enfant que la science fait connaître, en adaptant la totalité du système scolaire aux modalités de la psychologie enfantine. Dans cette perspective, un institut des sciences de l'éducation devait fonctionner comme école de formation des éducateurs, comme centre de propagande en faveur de la réforme scolaire et des droits de l'enfance (Claparède, 1912, pp. 32-35).

Le nom de Rousseau devait en outre évoquer une conception et une pratique des rapports entre les êtres humains, et entre l'humanité et la nature. L'Institut est marqué par la bonté, la générosité, et l'ouverture de deux aristocrates chrétiens : son fondateur Claparède et Pierre Bovet, son directeur jusqu'en 1933 (2). Divers documents, y compris des photographies, conservés aujourd'hui dans les Archives Institut J.-J. Rousseau à Genève (3) témoignent de l'atmosphère informelle de l'Institut, et de la familiarité des rapports entre étudiants et professeurs. Des voyages d'études, des réunions dans la magnifique maison de Claparède à Champel, des courses dans la nature font de cet "Institut de Hautes Etudes Pédagogiques" une communauté qui se veut fondée sur l'amitié et le respect mutuel, idéalement tout le contraire de l'école restrictive et écrasante tant abhorrée de Claparède et de nombre de ses contemporains.

"Rousseau" était aussi présent dans la Maison des Petits, école expérimentale, d'application, de recherche et de formation, inséparable de l'Institut. Née en 1913 d'un cours pratique donné par Claparède et Bovet, elle devient publique en 1922. Jusqu'en 1945 elle sera dirigée suivant les principes de l'éducation active et fonctionnelle par Mina Audemars et Louise Lafendel, deux inséparables demoiselles animées du même esprit que l'Institut Rousseau des premiers temps. Fort peu conventionnelles pour la Genève de l'époque, elles possédaient la spontanéité voulue et provoquante de femmes qui dansaient nu-pieds aux rythmes de Jacques Dalcroze et laissaient des enfants légèrement vêtus s'ébattre dans un jardin. Le plus beau témoignage de l'esprit "rousseauiste" de cette école doit être celui de Jean Starobinski (1973, p. 46) se décrivant lui-même comme "un enfant qui a été heureux à la Maison des Petits" :

De la fameuse "amnésie infantile" émergent les images nettes des rondes (celles que l'on danse, non celles de l'écriture) ; des carrés de jardin que l'on cultive, avec l'impatience de voir germer la graine et le radis se gonfler ; des cabanes, merveilleux abris par temps de pluie ; des tissages en raphia. Tout ceci composait un village primitif où nous nous préparions à la vie civilisée [...]. Du moins l'avons-nous vécue, cette enfance, comme une sorte d'âge d'or où s'accomplissait ce que Rousseau décrit (ou invente) à propos de l'humanité enfant : "Tant que les hommes se contentèrent de leurs cabanes rustiques [...] ils vécurent libres, sains, bons et heureux autant qu'ils pouvaient l'être par leur nature".

En somme, "Rousseau" n'est pas un ornement de prestige dans le nom d'une école des sciences de l'éducation : il est son mot clé. Comme nous le verrons plus loin, il sera aussi le symbole auquel s'en prendront les virulents critiques du début des années 1930, pour qui la pédagogie nouvelle est une doctrine subversive et dangereuse. Pour l'Institut, donc, changer de nom ne peut être que l'indice d'un bouleversement profond. En 1929, l'Institut Rousseau est rattaché à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève sous le nom d'Institut des Sciences de l'Education. C'est le début de deux transformations complémentaires qui s'opèrent, en grande partie, sous l'influence de Jean Piaget (définitivement à Genève depuis 1929).

D'une part, l'Institut commence à se mettre sur la voie soi-disant neutre de la science académique, alors que sa mission originale dépassait les limites de celle-ci. D'autre part, psychologie et pédagogie se séparent de plus en plus. Comme le signale Marco Marcacci dans sa récente *Histoire de l'Université de Genève* (1987, p. 235), dès les années 1930, l'Institut "ne cessa d'accroître son caractère bicéphale". En 1948, l'Institut des Sciences de l'Education devient un institut inter-facultés. En 1968, il entre en liaison directe avec le rectorat, et il est promu au rang d'une Ecole divisée en deux départements, pédagogie et psychologie, mais avec un seul président. En 1971, la présidence de l'Ecole est supprimée ; désormais, le directeur de chaque département est en contact direct avec le rectorat ; les corps professoraux se séparent. L'institution devient d'abord une Ecole de Psychologie et des Sciences de l'Education, puis en 1975, une Faculté dont chaque section (psychologie et sciences de l'éducation) a son propre président (cette esquisse doit beaucoup à Duparc, 1971).

Le nom de l'Institut fondé par Claparède reste longtemps informellement associé aux diverses institutions qui lui ont succédé. Ceci entretient une illusion de continuité qu'il faut dissiper. Lorsque Pierre Bovet présente son livre *Vingt ans de vie* comme un rapport sur "L'Institut J.-J. Rousseau de 1912 à 1932", celui-ci s'appelle déjà Institut des Sciences de l'Education. Néanmoins, suggérer une continuité presque complète entre les deux

institutions pouvait encore se justifier, car en 1931 l'Institut n'avait pas encore traversé la crise qui le transformerait radicalement. Dans son introduction, Bovet (1932, pp. 5-6) ne cache pas qu'un de ses buts est de mieux faire connaître l'Institut à un moment où son avenir est menacé. "Si j'en juge", dit-il, "par certaines diatribes, voire par certains débats parlementaires, nous sommes, à Genève même, assez mal connus". Et il ajoute :

[N]ous voudrions qu'il [le rapport *Vingt ans de vie*] retînt l'attention de nos compatriotes, de ceux qui vivent près de nous [...]. L'Institut des Sciences de l'Education [...] peut disparaître demain. Que ceux qui seront appelés à prononcer sur son sort aient au moins en mains de quoi se renseigner sur ce qu'il est et sur ce qu'il a fait.

Lorsqu'il écrivait ces paroles, Bovet ne pouvait pas soupçonner que les vingt ans de l'Institut coïncideraient avec des événements tragiques de la vie politique genevoise, et que ces événements contribueraient à sa propre démission et au démantèlement de l'Institut Rousseau tel qu'il l'avait conçu avec Claparède.

Un état meilleur, possible dans l'avenir

Du point de vue de l'histoire de la pédagogie, l'Institut Rousseau s'apparente au mouvement dit "progressiste", et en particulier à la Ligue Internationale pour l'Education Nouvelle (voir Stewart, 1972, chap. 10 et 19). Les objectifs de cette Ligue dépassaient largement l'avenir de l'école ; il s'agissait, à travers l'éducation, de façonner une "ère nouvelle". L'éducation nouvelle se proposait de respecter l'individualité et les intérêts de l'enfant ; de substituer à l'autorité et à la compétition à la solidarité, la coopération et le respect mutuel ; d'aider l'enfant à devenir un citoyen de son pays et de l'humanité. Les théoriciens de "l'ère nouvelle" étaient pacifistes ; leurs actes et paroles étaient souvent imprégnés d'un socialisme modéré. De façons très diverses, ils étaient marqués par la Grande Guerre, dont ils attribuaient la responsabilité au fanatisme nationaliste et à l'égoïsme des puissances impérialistes. L'éducation nouvelle et tous les espoirs qu'elle suscitait étaient encore une forme de faire la "guerre à la guerre", et de travailler pour que celle de 14-18 soit la dernière. L'Institut et l'école nouvelle étaient ainsi comme un modèle de la société pacifique et fraternelle à venir ; leurs élèves formeraient une nouvelle génération capable de créer, habiter, défendre et perpétuer ce monde meilleur.

Dans le contexte suisse, l'Institut Rousseau représente une tradition protestante libérale et individualiste, profondément intéressée aux questions de développement et d'éducation morale (Berchtold, 1966, pp. 156-183 ; Piaget, 1942). Plus près du monde politique, il illustre aussi la tendance la plus optimiste de "l'esprit de Genève" dont parle Robert de Traz (1929). Entre 1919, lorsqu'on décide d'installer à Genève la Société des Nations, et 1932, lorsque l'Allemagne et le Japon quittent la Conférence Internationale du Désarmement, Genève symbolise l'espoir qu'une paix durable puisse être obtenue grâce à l'arbitrage, au désarmement et à la coopération internationale dans les domaines politique, économique et intellectuel.

La contribution de l'Institut Rousseau à "l'esprit de Genève" est de taille, puisque c'est lui qui fonde en 1925 le Bureau International d'Education. À travers les nombreuses tâches d'information, de coordination et de recherche que lui attribuent ses fondateurs, la mission fondamentale du B.I.E. est à l'origine de promouvoir la paix et la compréhension internationale par l'éducation (voir *Bureau...* ; Bovet, 1932, chap. 26). Pierre Bovet, toujours très investi dans tout ce qui touche à l'éducation morale, reste directeur du B.I.E. jusqu'en 1929. Il est alors remplacé par Piaget, que l'on se représente trop souvent selon une image tardive de cognitiviste pur, en ignorant l'engagement social, moral et religieux inséparable de son œuvre pendant les années 20 (Vidal, 1986, 1987) ; à l'époque, Piaget est encore un pionnier de l'étude du développement moral et un conférencier éloquent en faveur des idéaux du B.I.E.

Toujours dans le même contexte, il est révélateur que l'Institut Rousseau reçoive une importante aide financière de la fondation Laura Spelman Rockefeller Memorial, dont l'action s'inspire largement d'idéaux proches du mouvement "progressiste". En 1925, une première subvention rend possible la fondation du Bureau International d'Education, des subventions ultérieures de la L.S.R.M., puis de la Fondation Rockefeller, couvrent pendant dix ans à peu près la moitié du budget global de l'Institut, l'autre moitié provenant presque entièrement de l'Etat. Des recherches actuellement en cours permettront de préciser les relations entre l'Institut Rousseau et l'argent américain, relations qui mettent en relief et le contexte international de l'Institut et la fragilité de son financement. Ces deux aspects sont en fait liés, car l'indispensable appui de l'Etat était souvent compromis par l'opposition de groupes pour qui l'Institut transmettait des doctrines étrangères qui n'avaient rien à faire en terre helvétique.

Sans rien perdre du libéralisme...

En mai 1933, une commission académique formée en vue "d'étudier les mesures propres à apaiser certaines critiques formulées contre l'Institut (des Sciences de l'Education)" propose, entre autres :

une mise au point des modes de présentation du travail de l'Institut. Celui-ci en effet, sans rien perdre du libéralisme qui a fait sa force et sa réputation, devrait en conséquence de son rattachement à l'Université, limiter son activité à celle d'un institut scientifique de recherche et d'enseignement (Martin & al., 1933, p. 1).

Dans la pratique, cette "mise au point" impliquait que l'Institut se détacherait de son "Centre d'action en faveur des anormaux", qu'il cesserait de s'engager dans des activités de propagande, et qu'il s'efforcerait de faire savoir largement qu'il ne possédait pas une école et qu'il ne dispensait aucun enseignement à des enfants.

En janvier 1933, après la première séance de la commission, Bovet se retire de la direction de l'Institut. Malgré les protestations de certains anciens élèves et professeurs, et surtout des étudiants, sa démission est acceptée au mois de mai. A ce moment-là, dans une lettre à ses collaborateurs, il déclare que l'Institut réclamé par les autorités académiques ne correspond plus à celui créé par Claparède en 1912, ni même à celui rattaché en 1929 à l'Université sous le nom d'Institut des Sciences de l'Education (Bovet, 1933). Ce commentaire est une allusion aux réformes proposées, au durcissement qu'elles produiraient dans l'atmosphère de l'institution et, en somme, à la neutralité qu'elle serait obligée d'observer dans l'avenir. Le nouvel Institut devrait abandonner tout militantisme, et se doter des contremarques de la respectabilité scientifique.

Tout ceci peut surprendre, car l'objectivité scientifique représente un des idéaux de l'Institut Rousseau de 1912. Néanmoins, sa poursuite n'entraînait pas l'étouffement des préoccupations morales, politiques, ou religieuses. J'ai déjà mentionné l'engagement de Bovet et de Piaget des années 20. Quant à Claparède, tout positiviste qu'il fût, il savait que le but ultime de son Institut devait être le perfectionnement de l'humanité. Ses préfaces de 1915 à 1920 à *Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale* le montrent voulant élaborer une éducation pacifiste et internationaliste. Le souci de construire un monde meilleur après la Grande Guerre est aussi présent, par exemple, lorsqu'il propose une "pédagogie dogmatique" (ou téléologique) qui empruntera à la morale, à la philosophie, à l'esthétique, à

la religion, à la sociologie, à la politique, l'idéal plus ou moins lointain, plus ou moins rapproché, vers lequel il faut orienter l'action éducative" (Claparède, 1920, pp 105-106).

Dans toutes ses vues, Claparède (1972, pp 44-45) défendait un "libéralisme" qu'il définissait comme étant "moins une doctrine politique qu'une méthode dont le caractère dominant doit être l'absence de parti pris" ; ou encore : "une méthode de vérité qui substitue à la contrainte du dogme ou à la pression des préjugés le libre examen des faits". Ce libéralisme était pour lui "une méthode de loyauté intellectuelle et morale", équivalente au pragmatisme en philosophie, au protestantisme en religion, à la méthode expérimentale en science, et à la démocratie en politique. Claparède militait énergiquement en faveur de ses opinions. Dans des articles de la deuxième moitié des années 30 (1936 et 1938 par exemple), il rejette l'idée, assez répandue alors en Suisse, que les citoyens d'un pays neutre peuvent observer une quelconque neutralité morale. Il critique aussi le fascisme, ainsi que les tendances extrêmes du socialisme et du communisme. Il condamne le prétendu "réalisme" de nombre de ses compatriotes qui, à ses yeux, sacrifient la logique et l'impartialité à la passion idéologique et partisane.

Bien que l'Institut Rousseau n'eût pas de position politique en tant qu'institution, il était animé par le "libéralisme" de son fondateur. Les souvenirs s'accordent sur ce point. On a l'impression que, sous différentes formes, le discours "rousseauiste", les idéaux d'avenir, l'ouverture et la tolérance, la préoccupation humanitaire et pacifiste faisaient partie de son essence même. Et au fond, c'est cela que l'on attaque dans les années 30. La commission universitaire prétendait réformer l'Institut sans rien lui faire perdre "du libéralisme qui a fait sa force et sa réputation". Or, il était impossible de le transformer en une institution purement académique tout en lui permettant d'accomplir une mission originale qui exigeait un certain militantisme et une insertion vivante dans la Cité. L'Institut souffrira précisément de cette insertion, car s'il illustrait "l'esprit de Genève", il devait aussi en partager le destin.

L'état présent de l'espèce humaine

Le genevois de 1930 ne pouvait pas vivre dans le bonheur insulaire qui le prend parfois aujourd'hui. La Genève d'alors était manifestement un microcosme de l'Europe (Spielmann, 1981, Torracinta, 1978). La crise économique et le chômage concouraient à fortifier l'aile gauche du Parti

Socialiste. Le gouvernement, contrôlé par les partis bourgeois, tolérait le développement d'un mouvement fasciste et nationaliste, et devenait obsessivement anticomuniste. En juillet 1932, l'écrivain et publiciste genevois Georges Oltramare, adepte du fascisme italien (et, plus tard, collaborateur en France), fonde l'Union Nationale. Le but de ce nouveau parti était fondamentalement de combattre les prétendus dangers rouge et juif. Le 9 novembre 1932, l'Union Nationale organise une soirée "d'accusation publique" de deux chefs socialistes, Léon Nicole et Jacques Dicker, définis comme des "valets des Soviets" cherchant à saper les lois et à renverser les autorités. La presse bourgeoise avait déjà exprimé des thèmes semblables, mais la "mise en accusation" était une attaque particulièrement violente.

La gauche organise une contre-manifestation. Chargée de maintenir l'ordre public, l'armée finit par tirer dans la foule, causant treize morts et soixante-deux blessés. L'enquête, ainsi que le procès d'inculpés parmi lesquels se trouve Nicole (accusé entre autres d'atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat), sont orientés par la thèse du gouvernement, selon laquelle la contre-manifestation fait partie d'une conspiration révolutionnaire. Les propositions de la commission académique en 1933, destinées "à apaiser certaines critiques", doivent être comprises à la lumière des soupçons conservateurs exacerbés par les événements de novembre 1932.

Dès 1921, l'Institut Rousseau s'accorde avec le Département de l'instruction publique genevois pour recevoir les stagiaires de l'enseignement primaire. Considéré comme une école normale, il commence alors à recevoir une allocation prise sur la subvention fédérale à l'école primaire publique. En dix ans, l'allocation augmente de 8 000 à 13 500 francs ; elle est inscrite au budget cantonal en 1932 (4). La subvention de l'Etat est indispensable au maintien de l'Institut, car les fondations américaines donnent un franc pour chaque franc reçu d'une autre source, jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Or, en 1921 déjà, au sein du Conseil d'Etat genevois, on estime qu'il y a à l'Institut des idées parfois bizarres, exaltantes, sans doute, mais qui deviendraient dangereuses pour l'Etat si on les réalisait en grand" (cité par Marcacci, 1987, pp 233-234).

Entre 1921 et 1932, les critiques à l'égard de l'Institut Rousseau peuvent être suivies à travers trois débats au Grand Conseil genevois suscités par le député André Chamay, de l'Union de Défense Economique. L'U.D.E. représente les milieux financiers, ainsi que la bourgeoisie inquiétée par la montée de la gauche ; elle entend "lutter contre le socialisme et l'étatisme,

pour l'initiative et la propriété privées, pour le corporatisme, le fédéralisme et la défense des valeurs morales traditionnelles" (Favez et Raffestin, 1974, p. 343). Le premier débat a lieu en 1924 après que Chamay ait demandé de supprimer la subvention à l'Institut car, dit-il, celui-ci "à l'heure actuelle est discuté" (*MGC*, 2.2.1924, p. 413).

Ayant appris par les journaux la proposition de Chamay, le recteur de l'Université écrit en faveur du maintien de l'allocation au président de la commission parlementaire pour l'emploi de la subvention à l'école primaire. Dans sa lettre (*MGC*, 23.2.1924, pp. 559-560), il insiste sur la "valeur scientifique" de l'enseignement de l'Institut, sur sa réputation "universelle" et sur son caractère "unique en Europe", et il affirme que "sa disparition causerait au renom scientifique de Genève un préjudice certain". La commission reçoit dans le même sens des lettres de l'Union des instituteurs primaires genevois, de la Société pédagogique de la Suisse romande et de l'Ecole d'horlogerie de la ville de Genève (*MGC*, Annexe, 23.2.1924, p. 132). Invitée par l'Association de l'Institut J.-J. Rousseau, la commission visite l'Institut, et finit par rendre hommage à la générosité de ses fondateurs et par conclure qu'il "a sa raison d'être".

De son côté, après s'être renseigné "auprès de personnes compétentes de différents milieux, de différents partis, de différentes opinions, du Corps enseignant", Chamay peut affirmer "que l'unanimité n'était pas complète sous le rapport de l'utilité de l'Institut Rousseau", dont certains principes et théories ne sont pas jugés "complètement justes au point de vue pratique et pédagogique". Il dit vouloir éviter que l'Institut passe un jour à l'Etat, comme cela était déjà arrivé avec la Maison des Petits. Et il ajoute: "Il y a des gens qui sont, par snobisme, partisans de l'Institut Rousseau mais qui ne veulent pas mettre leurs enfants à cet Institut ou leur faire suivre leurs cours". Le malentendu implicite dans ce commentaire est tout de suite dissipé par un autre député qui explique que l'Institut "n'est pas du tout une école, c'est un institut d'expériences scientifiques". Mais ce malentendu persistera et entretiendra une certaine méfiance (pour le débat, voir *MGC*, 23.02.1924, pp 556-566).

La bataille autour de l'Institut est engagée lors de ce premier débat ; elle opposera deux types d'arguments. Les parlementaires favorables à l'Institut mettent l'accent sur son coût très bas relativement à d'autres institutions subventionnées par l'Etat, sur sa réputation internationale, sur les services importants qu'il rend au canton en tant qu'école normale, et sur son apport utile au domaine des recherches pédagogiques et de l'orientation professionnelle. L'Institut est ainsi défendu par la majorité.

Les parlementaires défavorables s'opposent à l'allocation comme partie de la lutte contre "l'étatisme", mais ils essaient surtout de montrer que l'Institut n'est pas approuvé de tout le monde et, lors des grands débats, ils n'hésitent pas à dévoiler le fond idéologique de leur opposition.

En 1928, le Conseil d'Etat fait passer l'allocation de l'Institut de 11 000 à 13 000 francs. La justification donnée par la commission exprime le point de vue de la majorité parlementaire :

Nous ne possédons pas d'école normale ; l'Institut Rousseau, qui en tient lieu, est le seul centre de recherches pédagogiques à Genève, il est chargé des cours aux stagiaires, il est dirigé par des professeurs de l'Université et attire de nombreux maîtres, qui viennent bénéficier des observations qu'on y enregistre et des méthodes nouvelles qu'on y étudie. La suppression de l'Institut Rousseau serait un recul pour le développement de l'instruction publique (*MGC, Annexe, 10.3.1928*, p. 79).

L'Institut bénéficie à ce moment-là du soutien du chef du Département de l'instruction publique, le radical Albert Malche, comme il avait bénéficié de celui du démocrate Jules Mussard (1921-1924) et du socialiste André Oltramare (1924-1927). Néanmoins, la polarisation idéologique grandissante, caractéristique de l'époque, politisera les débats, et ne manquera pas d'influencer la question de l'Institut.

Considérant le rapport de majorité comme injustement dithyrambique, Chamay présente un rapport émanant d'une minorité au Parlement, mais laissant percer des sentiments qui s'avéreront répandus après les événements de novembre 1932. En voici quelques extraits :

Il nous est impossible de partager l'admiration de la majorité de la Commission pour l'Institut Rousseau.

L'enseignement qui y est donné s'inspire en grande partie de théories plus ou moins justes et claires, ou plus ou moins précises, théories que l'on affuble trop rapidement du terme magique de "scientifique" qui fait impression sur les milieux mal ou peu informés.

Ce qu'il faut pour une école normale, c'est beaucoup plus un enseignement basé sur l'expérience et la pratique de la conduite d'une classe que de recherches spéculatives.

Certains des inspirateurs principaux de l'Institut Rousseau ont-ils derrière eux cette pratique et cette expérience ?

Nous nous permettons d'en douter.

Ce qu'on entend trop souvent par "l'école active" est une méthode où les enfants mal orientés sont, sous prétexte de respecter leur personnalité, livrés à eux-mêmes, sans qu'il soit cherché à leur inculquer, par une certaine discipline extérieure, cette nécessaire discipline intérieure qui seule forme vraiment les caractères.

L'école active crée une ambiance qui prépare très mal les enfants à la dure expérience de la vie. L'on prône de soi-disantes méthodes modernes, appliquées à Vienne ou ailleurs, où tous les chiffres sont supprimés, où les rangs n'existent pas, où les programmes sont considérés comme des vieilleries à mettre aux musées, où les horaires d'enseignements sont repoussés comme dernier reste d'un conservatisme suranné [...].

Nous sommes convaincus que la diffusion des idées pédagogiques dites modernes, qui nous arrivent de Vienne ou d'ailleurs et dont l'Institut Rousseau se fait trop souvent le propagateur, ont pour notre école primaire une influence plutôt négative.

Nos enfants n'ont pas besoin d'être des sujets d'expérience [...]. (*MGC*, Annexe, 10.03.1928, pp 81-83).

Malche répond longuement à ce rapport (*MGC*, 10.03.1928, pp 349-452). Dans une allocution reçue avec "bravos et applaudissements", il défend, entre autres, le caractère scientifique du travail de l'Institut, explique que l'école active vise à créer la discipline intérieure en essayant de faire de l'enfant "l'artisan de son propre savoir", et reproche à Chamay de parler de "l'influence de Vienne". "Il est très facile", dit-il, "d'agiter l'épouvantail de Vienne en confondant la politique et l'école, mais ce serait ici une véritable perfidie", l'Institut datant de 1912 et les réformes scolaires viennoises de 1920. Avec sa typique absence de sectarisme, le démocrate (libéral) Albert Picot regrette également la phrase sur Vienne, et observe que rien ne prouve que l'Institut Rousseau fasse de la politique. A son tour, Chamay répond en lisant des extraits de lettres qu'il a reçues contenant des commentaires critiques sur l'Institut.

L'allusion de Chamay aux réformes viennoises est peut-être regrettable, mais elle n'est pas tout à fait arbitraire. En 1927, Robert Dottrens, directeur des écoles primaires, collaborateur très actif du B.I.E., président de l'Association d'Amis de l'Institut, puis du Conseil de l'Institut, publie un

livre élogieusement préfacé par Pierre Bovet, intitulé *L'éducation nouvelle en Autriche*. L'Autriche était devenue une république après la Grande Guerre ; depuis lors, sa capitale était contrôlée par les socialistes, qui avaient mis sur pied un vaste programme de réformes scolaires destiné à remplacer le système impérial par un système inspiré des nouvelles pédagogies. Le livre de Dottrens est très favorable aux réformes de la "rote Wien", et contient des pensées alarmantes pour un conservateur de droite, par exemple :

L'histoire nous enseigne que les révolutions sont génératrices de progrès en matière d'éducation publique. Elles instaurent des principes nouveaux et la nécessité apparaît vite d'instruire les jeunes générations conformément à l'idéal révolutionnaire. [...] Au lendemain des événements tragiques qui causèrent la ruine de leur pays, des vaillants ont eu foi en la démocratie et en l'éducation et n'ont pas perdu courage. Ils ont gardé une ferme espérance en un avenir meilleur ; cet avenir, ils ont senti qu'il dépendait essentiellement d'une éducation de la jeunesse conforme à l'idéal politique et social qui les animait et la réforme scolaire est née pour le salut du pays (Dottrens, 1927, pp 192-193).

Ajoutons ici un souhait de Bovet (ib., p. 9) : "Puisse ce contact d'un de leurs maîtres avec l'école autrichienne rénovée être de bon augure et pour l'Ecole genevoise et pour l'Institut J.-J. Rousseau qui, parmi les tâches nombreuses qui s'ouvrent devant lui, n'en connaît pas de plus belle que de servir l'Ecole primaire de son pays". Servir l'école primaire genevoise avec des idéaux de socialiste révolutionnaire ? Il y a là tout ce qu'il faut pour façonnner une image politique propre à éveiller l'inimitié des amis de l'ordre, de la discipline, de la hiérarchie et du respect de l'autorité, précisément le groupe que les circonstances de l'époque inquiétaient et encourageaient à la fois.

Rousseau, "un détraqué"

Quelques semaines après les événements du 9 novembre 1932, lors de la célébration de la Sainte-Barbe par les Vieux Artilleurs, plusieurs orateurs très applaudis évoquent la situation contemporaine (5). Le colonel Charles Sarasin, ancien professeur de géologie à l'Université de Genève devenu commandant du premier corps de l'armée suisse, souligne "l'anarchie morale et intellectuelle" qu'il décèle dans la jeunesse, ainsi que la disparition du sentiment et du respect de l'autorité. Tout génial qu'il fût, dit-il, Rousseau était aussi "un détraqué" : car il est une grande erreur que de prétendre "que l'enfant vaut mieux que son père et qu'il en sait autant

que lui". Et il conclut qu'il faut inculquer la discipline aux enfants, à qui les maîtres d'école doivent enseigner, entre autres, le respect de l'Etat.

Le Conseiller d'Etat Edmond Turretini, membre de l'U.D.E. et, à ce moment-là, chef du Département des Travaux publics, affirme, pour sa part, qu'après les incidents de novembre, "une œuvre d'épuration est nécessaire". Il faut, dit-il, "que notre école change de mentalité, au lieu d'enseigner aux enfants le mépris de l'armée, il faut qu'on leur enseigne le respect de nos institutions". Un troisième orateur aborde aussi la question de l'école. Il s'agit du banquier libéral Gabriel Bonnet, membre du Grand Conseil et ancien maire de Plainpalais. Pour lui, les chefs de l'instruction publique ont été faibles, car "ils ont contaminé l'école primaire". Et il met les "théories subversives" de "ce mauvais esprit" à côté d'une autre utopie, le désarmement, "au nom duquel on voudrait saper nos institutions nationales" (6).

Formulées peu avant la discussion du budget au Grand Conseil, ces critiques rendent encore plus grave la situation déjà délicate de l'Institut. Prévoyant des difficultés énormes avant même la Sainte-Barbe, le recteur de l'Université, Maurice Roch, avait écrit une longue lettre en faveur de l'Institut au chef du Département de l'instruction publique depuis 1930, le radical Paul Lachenal (29.11.1932, AUG) (7). Ayant appris les discours par la presse, l'Institut décide de demander des éclaircissements à Sarasin et à Bonnet. Le premier répond très courtoisement qu'il ne connaît pas l'Institut et qu'il a nommé Rousseau "tout à fait accessoirement", afin de mettre en garde contre l'abus de certaines de ses idées sur l'éducation. "Mon but, dit-il, "était tout simplement d'indiquer la nécessité d'un retour à une discipline plus sérieuse, enseignée par les parents d'abord, par les maîtres ensuite" : rien de contraire, selon lui, aux doctrines de l'Institut (C. Sarasin à P. Bovet, 8.12.1932, AUG).

La situation avec Bonnet est plus difficile ; il attaquait l'Institut de façon directe et violente, alors qu'en 1929, en tant que maire de Plainpalais, il l'avait aidé à trouver de nouveaux locaux. Refusant une invitation de Bovet (8.12.1932, AUG) à préciser ses griefs dans une réunion avec les autorités universitaires, il choisit de s'expliquer par écrit (G. Bonnet à P. Bovet, 12.12.1932, AUG). Son changement d'attitude à l'égard de l'Institut, dit-il, s'est produit lorsque "ayant passé de la théorie à la pratique *dans nos écoles publiques*, me sont apparus les résultats déplorables de son enseignement sur l'enfance".

Les "méthodes nouvelles" semblent à Bonnet "déplacer la notion d'autorité", "diminuer l'émulation, source de progrès, "enlever aux enfants le goût du travail ordonné, ainsi que l'habitude de la discipline, toutes choses essentielles [...] au développement relationnel du citoyen comme de la nation". C'est ainsi, poursuit-il, que l'on "prépare des générations d'êtres faibles, superficiels, incapables de réagir contre l'adversité, en bref mal armés pour la lutte pour l'existence et, par là-même, destinés à devenir - et leur pays avec eux - la proie de nations fortement trempées par une éducation virile, où la dure loi de l'effort demeure à sa place, la première". Il ajoute que la pédagogie nouvelle ouvre la voie au défaitisme "par la déformation de l'enseignement de l'histoire nationale et l'exaltation d'un pacifisme aveugle (non résistance au mal) [...]", déplacé dans un pays doté d'une armée de milices à but purement défensif. Et Bonnet de conclure "qu'il est grand temps de réagir dans nos écoles par une rééducation de la volonté que vous (Bovet) vous êtes employés, vous et vos disciples, à énervier et à amoindrir par des théories qui ne sont point de chez nous et conduiraient notre race à la déchéance".

Dans une lettre à Bonnet signée par Bovet (13.12.1932, AUG), l'Institut conteste le bien-fondé de ses critiques, et affirme n'avoir jamais mis en doute la nécessité de la discipline, ni abordé des questions d'histoire, ni comprendre l'allusion au défaitisme. "Les questions politiques", déclare l'Institut, "sont en effet entièrement étrangères à notre activité". Mais une pareille défense n'est plus efficace. Lors de la discussion du budget au Grand Conseil, plusieurs députés soulèvent la mauvaise réputation publique de l'Institut ; d'autres parlent en sa faveur et jugent utile de souligner, par exemple que ses professeurs "se défendent absolument d'enseigner des théories bolchéviques ou subversives à leurs élèves" (MGC, 28.12.1932, p. 1640).

Comme en témoigne le long débat parlementaire (ib., pp 1637-1646), il existe une grande confusion au sujet de l'Institut ; les malentendus persistent, et personne n'arrive à distinguer "l'opinion publique" de la rumeur, ni la rumeur de l'objectivité tant recherchée. Finalement, l'allocation à l'Institut est accordée comme chaque année, mais le chef du D.I.P., qui garde ses distances en ne faisant pas partie du conseil de l'Institut comme ses prédécesseurs, se montre très prudent et affirme : "Ce que nous devons recommander à l'Institut Rousseau, c'est de toujours rester un institut purement scientifique et universitaire". "J'entends par là", poursuit-il, "un institut se vouant exclusivement à sa tâche, qui est la recherche des méthodes pédagogiques expérimentales par le moyen de la psychologie de l'enfant. Nous devons lui demander de se cantonner dans ce

domaine et, à l'égard des méthodes pédagogique et de leur application, d'être peut-être plus éclectique qu'il ne l'est ou qu'il ne laisse de le paraître; nous devons lui demander de faire la part à toutes les tendances en matière de pédagogie" (ib., pp 1643-1644).

Conclusion

Le vœu formulé par Paul Lachenal fin décembre 1932 est formellement transmis à l'Institut en mai 1933 par la commission académique qui examine sa situation et ses relations avec l'Université. Comme nous l'avons déjà dit, considérant que l'Institut réclamé par les autorités ne correspond plus à celui fondé par Claparède, Bovet démissionne avant même la présentation du rapport de la commission. Celle-ci soutenue par Jean Piaget (alors directeur-adjoint), considère que la réorganisation de l'Institut est nécessaire suite à son rattachement à l'Université, et qu'elle ne répond à aucune pression politique. En revanche, d'autres témoins accordent à la situation politique l'importance qu'elle semble avoir eue.

Le pédagogue Adolphe Ferrière, directeur de la Ligue Internationale pour l'Education Nouvelle et ami de l'Institut, décrit quatre puissances antagonistes : les "conservateurs de droite" s'exprimant surtout par la presse ; les "tendances libérales", qu'il identifie à Bovet et à Claparède ; la "science universitaire" (la commission académique), à laquelle il attribue le fait de "mancœuvrer" Piaget et Dottrens et d'être, à son tour, manœuvrée par les droites ; et, pour comble, l'argent dont l'Institut a absolument besoin (9). Claparède, qui dit ne pas avoir suivi les événements "d'assez près pour avoir une opinion définitive", réaffirme la vocation libérale et pacifiste de l'Institut, et demande à Bovet de ne pas se retirer, car, dit-il, "les changements demandés n'apaiseront pas ceux qui redoutent notre libéralisme". Pour lui, c'est "la campagne politique contre l'Institut [qui] a engagé la Commission dans la voie de la réorganisation ; elle répond par des modifications de détail à une attaque violente contre l'esprit libéral de la maison (10).

En décembre 1932, un député qui croit défendre l'Institut observe que les critiques sont pour la plupart anachroniques : "depuis trois ans", explique-t-il, "l'Institut des sciences de l'éducation a complètement rompu avec les principes qui régissaient anciennement l'Institut J.-J. Rousseau. Il s'agit maintenant d'un Institut des Sciences de la pédagogie et de la psychologie, qui enseigne les connaissances nécessaires aux pédagogues de carrière, et qui est un organe indispensable de l'Université" (MGC, 28.12.1932, p.

1638). La différence entre les deux institutions est politique, mais le débat glisse nécessairement jusqu'au terrain des épistémologies implicites : on imagine que la science est indépendante de toute idéologie et que l'absence de discours militant suffit à assurer la scientificité. De l'enjeu politique à la théorie de la science, la disparition de "l'esprit libéral" ne peut être expliquée par une causalité simple ; la métaphore de la surdétermination s'y applique mieux.

L'Institut Rousseau veut fonctionner comme une véritable école active en restant près de la pratique et des préoccupations du monde et de la Cité, et en évitant la notion d'autorité dans le domaine de l'expérience et de la pensée. Or, c'est l'époque de la montée du fascisme, et d'une droite qui arrive à faire entendre son refus de tous les "rousseauismes". Le village primitif des uns est le nid de subversion des autres. C'est aussi l'époque de la crise de l'université libérale (Marcacci, 1987, pp 191-201), où une certaine bourgeoisie perçoit trop de pluralisme, trop de liberté de conscience, trop d'indépendance spirituelle. Sous l'impulsion de l'esprit de Genève, l'Institut se donne une grande mission ; mais il est difficile de grandir au milieu d'une crise économique généralisée et avec des gouvernements dont le souci principal semble rester l'assainissement des finances par la restriction des budgets.

Inspiré par deux chrétiens profondément pacifiques et cosmopolites voulant travailler pour le salut de l'humanité, l'Institut devient pacifiste et internationaliste à une époque et dans un pays où la défense armée et la neutralité militaire, économique et morale donnent l'impression d'être les seules garanties de survie. S'ajoutant aux passions du temps, des conflits entre personnes et générations, des ambitions cherchant à se réaliser, des manières opposées de concevoir le rôle de l'intellectuel dans un monde troublé contribuent aussi à transformer l'Institut, à le "neutraliser" et à le faire entrer dans une voie jugée plus étroitement "scientifique", excluant la défense militante de causes morales et d'un "état meilleur, possible dans l'avenir"

NOTES

1. Cet article fait partie d'un projet commencé avec l'appui d'une bourse "Théodore Flournoy" de l'Université de Genève (1985). L'auteur tient à remercier MM. Daniel Hameline et Marco Marcacci de leur généreux concours à sa recherche.
2. Sur Bovet, voir Martin 1986 et Bovet... Sur Claparède, voir Berchtold, 1974 ; Hameline, 1986 ; Trombetta, 1976.
3. Les Archives Institut Jean-Jacques Rousseau, sises à l'Université de Genève, possèdent divers fonds d'archives, des manuscrits, correspondances et bibliothèques ayant appartenu à des personnes liées à l'Institut (Audemars et Lafendel, Claparède, Baudoin, Ferrière). Des renseignements sur ces Archives peuvent être obtenus auprès de Mme Mireille Cifali ou de M. Daniel Hameline, professeurs à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'Université de Genève.
4. Informations obtenues par dépouillement des années 1921-1932 du *Mémorial des séances du Grand Conseil* (Genève), abrégé MGC dans le texte.
5. "Les Vieux-Artilleurs fêtent Sainte Barbe", La Suisse, 5.12.1932, p. 1. "Chez les Vieux-Artilleurs : la célébration de la Ste-Barbe", Tribune de Genève, 6.12.32, p. 5 ; "Les Vieux-Artilleurs commémorent la Sainte-Barbe", Journal de Genève, 5.12.1932, pp 2-3.
6. Il vaut la peine de donner quelques détails sur les circonstances contemporaines. Quelques jours après les discours cités, un groupe se disant anti-bolchévique, la Ligue Nationale Suisse, annonce la formation d'une "section d'instruction publique spécialement chargée de la surveillance de l'enseignement dans les établissements primaires", et justifie sa décision en disant : "C'est à l'école que se forment les futurs citoyens et les futurs soldats. Or, depuis des années on a trop laissé envahir nos établissements d'instruction publique, de l'école primaire à l'Université, par de dangereux théoriciens" (*Journal de Genève*, 8.12.32, p. 4). La défense de l'armée allait de pair avec la question du désarmement, un autre thème brûlant dans la Genève de l'époque. Le 2 février 1932, par exemple, la police arrête des participants à une manifestation pacifiste. Quelques jours plus tard, Léon Nicole interpelle le Conseil d'Etat pour savoir s'il estime "séditieux, durant la Conférence du désarmement, les mots de "A bas la guerre" (MGC, 13.2.1932, p. 306). Le président du Conseil répond négativement et affirme que Genève partage les objectifs de la Conférence. Toutefois, lorsque le socialiste Charles Rosselet relève que le gouvernement avait refusé à

un groupe pacifiste le permis de colporter son journal et demande comment on "entend favoriser la propagande pacifiste", le président du conseil répond : "On empêche que par des moyens illégaux, comme celui qui consiste à répandre des journaux qui prêchent la désertion et le refus de servir, on prêche la violation de la Constitution" (ib., p. 321). Quelque temps plus tard, une vive discussion très idéologique s'engage dans la presse et dans le parlement au sujet d'un congrès pacifiste qui devait se tenir à Genève le 1er août 1932 sous l'impulsion de Romain Rolland et d'Henri Barbusse. Considéré comme étant organisé par des "communistes notoires", ce congrès finira par être interdit. Cependant, à côté de la fusillade du 9, pendant la semaine du 5 au 11 novembre 1932 se déroule à Genève une "Semaine de la paix", avec ouverture officielle du Palais Eynard, des expositions diverses, et des conférences sur quelques thèmes souvent traités à l'Institut Rousseau et au B.I.E. : l'éducation pour la paix, l'enseignement de l'histoire, l'instinct combattif chez l'enfant... (*Tribune de Genève*, 8.11.1932, p. 6).

7. Documents conservés dans les Archives de l'Université de Genève, 5B, 1/45. Abrégé AUG dans le texte.
8. C'est ce que fait entendre l'helléniste Victor Martin dans son "Rapport du délégué de la Faculté des Lettres au Conseil directeur de l'Institut des Sciences de l'Eudcation" (AUG) de mai 1933, p. 9. Martin est en train de répondre à une insinuation de son doyen André Oltramare, ancien chef socialiste de l'instruction publique, partisan déclaré de Bovet et de la tendance libérale. L'opinion de Martin est partagée par Piaget et par son ami de jeunesse, le mathématicien Rolin Wavre, membre de la commission, lorsqu'ils insistent sur la coïncidence toute fortuite des événements politiques et des nécessités de la réorganisation" ("Procès-verbaux de l'Association Institut J.-J. Rousseau", 20 mai 1933, p. 132 ; cahier manuscrit conservé aux Archives Institut J.-J. Rousseau).
9. Extrait des carnets personnels, ou "Petit Journal", d'Adolphe Ferrière, 2 décembre 1933. Les carnets sont conservés dans la famille de Ferrière ; des copies d'extraits se trouvent aux Archives Institut J.-J. Rousseau.
10. "Procès-verbaux de l'Association Institut J.-J. Rousseau", 6 mai 1933, p. 122. Cahier manuscrit conservé aux Archives Institut J.-J. Rousseau.

Archives de l'Université de Genève, 5 B 1/45

MGC : *Mémorial des Séances du Grand Conseil*. Genève.

BIBLIOGRAPHIE

- BERCHTOLD, Alfred. 1966. *La Suisse romande au cap du XXe siècle*. Lausanne, Payot.
- BERCHTOLD, Alfred. 1974. "Edouard Claparède et son temps", *Revue suisse de psychologie pure et appliquée*, 33, 286-304.
- BOVET, Pierre. 1932. *Vingt ans de vie. L'Institut J.-J. Rousseau de 1912 à 1932*. Neuchâtel, Delachaux et Niestlé.
- BOVET, Pierre. 1933. "Aux membres collaborateurs de l'Institut J.-J. Rousseau". Lettre du 7 mai. Archives de l'Université de Genève, 5B 1/45.
- BOVET, Pierre. 1978. *Pierre Bovet et l'école active, Cahiers de l'Institut Neuchâtelois*. Neuchâtel, Editions de la Baconnière.
- Bureau... : *Bureau International d'Education*. Genève, 1926, Brochure, 16 p.
- CLAPAREDE, Edouard. 1912. "Un Institut des sciences de l'éducation et les besoins auxquels il répond", *Archives de Psychologie*, 12, 1-44.
- CLAPAREDE, Edouard. 1920. *Psychologie de l'enfant et pédagogie expérimentale*. Genève, Kundig (8e éd. ; 1ère éd., 1905).
- CLAPAREDE, Edouard. 1936. "Défense du libéralisme", *Journal de Genève*, 5 octobre.
- CLAPAREDE, Edouard. 1938. "Neutralité morale ?", *Journal de Genève*, 15-16 avril.
- CLAPAREDE, Edouard. 1972 (1930). "Autobiographie". In *Psychologie de l'enfant...*, vol. 1. Neuchâtel, Delachaux et Niestlé.
- DOTTRENS, Robert. 1927. *L'éducation nouvelle en Autriche*. Neuchâtel, Delachaux et Niestlé.
- DUPARC, Germaine. 1971. "Notice historique concernant l'évolution des objectifs et la mutation des structures, 1912-1971", Annexe n° 1 du "Rapport sur l'Ecole de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'Université de Genève". Document dactylographié.
- FAVEZ, Jean-Claude et RAFFESTIN, Claude. 1974. "De la Genève radicale à la cité internationale". In P. Guichonnet (sous la direction de), *Histoire de Genève*. Toulouse, Privat / Lausanne, Payot.
- HAMELINE, Daniel, 1986. "Edouard Claparède (1873-1940)", *Perspectives*, 16, 423-429.
- MARCACCI, Marco, 1987. *Histoire de l'Université de Genève, 1559-1986*. Genève, Université de Genève.
- MARTIN, Jean-Michel. 1986. *Pierre Bovet, l'homme du seuil*. Cousset, DelVal.

- MARTIN, Victor, WAVRE, Rolin et DOTTRENS, Robert. 1933. "Rapport présenté au Conseil Directeur de l'Institut des Sciences de l'Education sur la réorganisation de celui-ci". Daté du 4 mai.
- PIAGET, Jean. 1942. "Psychologie et pédagogie genevoises", *Suisse contemporaine*, 2, 427-431.
- SPIELMANN, Alex. 1981. *L'aventure socialiste genevoise, 1930-1936*. Lausanne, Payot.
- STAROBINSKI, Jean. 1973. "Un espace d'intérêt". In *Centenaire de la naissance d'Edouard Claparède*. Genève, Ecole de Psychologie et des Sciences de l'Education.
- STEWART, W.A.C. 1972. *Progressives and Radicals in English Education. 1750-1970*. Londres, Macmillan.
- TORRACINTA, Claude. 1978. *Genève 1930-1939. Le temps des passions*. Genève, Tribune Editions.
- TRAZ, Robert de. 1929. *L'esprit de Genève*. Paris, Grasset.
- TROMBETTA, Carlo. 1976. *Edouard Claparède. La famiglia, l'infanzia, gli studi, bibliografia*. Rome, Bulzoni.
- VIDAL, Fernando. 1986. "Piaget et la psychanalyse : premières rencontres", *Le bloc-notes de la psychanalyse* (Genève), 6, 171-189.
- VIDAL, Fernando. 1987. "Jean Piaget and the Liberal Protestant Tradition". In M.G. Ash et W.R. Woodward (Eds.). *Psychology in Twentieth-Century Thought and Society*. New York, Cambridge University Press.

Das Institut Rousseau in einer Zeit des Leidenschaften Zusammenfassung

Von Edouard Claparède 1912 gegründet, erwirbt sich das Institut Jean-Jacques Rousseau schnell einen weltweiten Ruf als Zentrum pädagogischer und psychologischer Forschung. Nach dem Krieg steht es weiter für den "Geist von Genf", indem es sich für den Frieden und die internationale Verständigung durch die "Neue Erziehung" einsetzt. Während der Zwanzigerjahre wird es der Universität Genf angegliedert und ist in beträchtlichem Mass abhängig von staatlicher Finanzierung. Gleichzeitig löst sein Internationalismus, sein Pazifismus und - allgemein - sein liberaler und militanter "Rousseauismus" das Misstrauen in gewissen bürgerlichen Kreisen aus, die glauben, in dieser Doktrin eine subversive und bolschewistische Bedrohung zu sehen. Die tragische Konfrontation zwischen der Linken und den Faschisten vergrössert 1932 die Ver-

dächtigungen auf konservativer Seite gegenüber dem Institut. 1933 schlägt eine universitäre Kommission, die einberufen wurde, um die Situation des Instituts zu prüfen, vor, eine Reorganisation in Richtung auf eine streng wissenschaftliche Arbeit vorzunehmen und alle Militanz auszuschliessen. Infolge dieser "Neutralisierung" ändert sich das intellektuelle Umfeld in Genf im Bereich der Psychologie, und das Institut Jean-Jacques Rousseau hört auf, als solches zu existieren.

The Rousseau Institute in times of passion

Summary

Shortly after its foundation by Edouard Claparède in 1912, the Jean-Jacques Rousseau Institut became responsible for Geneva's world-wide reputation as a center for pedagogical and psychological studies. After World War I, it contributed to the "spirit of Geneva" by trying to promote peace and international understanding through education. During the 1920s, it was joined to the University of Geneva and became largely dependent on state support. In the same period, its liberal "Rousseauism", as well as its open adherence to the internationalist and pacifist cause, were seen as subversive and bolchevist doctrines by certain sectors of the bourgeoisie. The tragic clash between fascist and leftist groups that took place in Geneva in November 1932 further irritated its political foes. In 1933, a university commission instructed to examine the Institute's situation proposed means for turning it into a purely academic institution, supposedly devoid of militanism. This process of "neutralisation" accomplished the demise of the Rousseau Institute and opened the way for a radical transformation of Geneva's fame in psychology.